



Toulouse le 25 mars 2024

Objet : Actualités sociales

La Dépêche 19 mars 2024 : « Soucieuse de préserver le pouvoir des assurés », L'UFC « Que Choisir » réclame « une amélioration contraignante de la lisibilité des contrats de complémentaire santé » et « une véritable transparence sur les frais de gestion et les taux de redistribution ».

Le Quotidien du Médecin 20 mars 2024 : L'Assemblée Nationale approuve la proposition de loi « Bien Vieillir » en espérant, à nouveau, une loi « Grand Age » dont l'avenir semble incertain dans un contexte budgétaire qui se tend. Le large score pour voter la PPL ne doit pas masquer les nombreuses réserves émises par les députés.

Orange 21 mars 2024 : Mardi matin, la conférence des évêques de France (CEF) a ouvert son assemblée de printemps en votant une déclaration s'opposant clairement au projet de loi, avec un mot d'ordre choc : « ne dévoyons pas la fraternité » : refus de « la mort provoqué », « priorité » aux soins palliatifs, « toute vie humaine mérite d'être inconditionnellement respectée et accompagné par une authentique fraternité »...L'église catholique estime que le texte ouvre la porte à l'euthanasie et au suicide assistée, et à de possible dérives. Le Président de la CEF, Éric de Moulins – Beaufort a souligné qu'il ne s'agit pas d' « un sujet au milieu des autres ».

Les Echos 21 mars 2024 : La dernière séance de négociation sur les parcours professionnels a été renvoyée au 8 avril. L'U2P reste déterminée à obtenir un accord sur le CETU (compte épargne temps universel), quitte à le négocier avec les syndicats, sans le MEDEF et la CPME.

La Dépêche 21 mars 2024 : Pascal Chamvert, Président de l'Association des Directeurs au service des personnes Agées (ADPA) : « le taux d'occupation des EHPAD baisse et ça ne peut qu'empirer ». On veut moins y aller pour deux raisons : « l'effet ORPEA et l'effet ministère ». Les inspections à répétition génèrent de l'inquiétude chez tous les Français. Les moyens nécessaires pour accompagner les personnes âgées ne sont pas mis dans les établissements. Les personnes âgées veulent de la liberté, et le modèle EHPAD est basé sur la sécurité. Les établissements sont encore plus sous-financés qu'avant. L'Etat ne veut pas dépenser plus pour l'aide aux personnes âgées. Nous sommes dans une société âgiste où les personnes âgées sont discriminées. Elles sont considérées sous l'angle de leur manque et non selon qui elles sont. Il faut changer de regard et ne plus les cacher.

Le Média Social 21 mars 2024 : Pour tourner la page, ORPEA change de nom et devient EMEIS, après KORIAN qui est devenu CLARIANE en 2023. Laurent Guillaud, dirigeant explique : « EMEIS signifie « nous » en grec ancien. Il porte une ambition qui met le collectif ... au cœur du projet d'entreprise ». Pour le groupe, cette identité doit marquer le début d'une nouvelle ère ouverte par le plan de refondation de novembre 2022. EMEIS souhaite transformer les maisons de Retraite en « Maison de la vie des Aînés » avec « de véritables espaces ouverts sur le territoire et offrant des services tournés vers la prévention interdisciplinaire et le lien social ».

Orange 25 mars 2024 : Dans une tribune de VAR matin, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT a avancé que son syndicat était prêt à « des actions concrètes » concernant l'emploi des seniors. Elle estime que les seniors sont laissés pour compte sur le marché de l'emploi. « Les prétextes ne manquent pas pour licencier ou refuser d'embaucher des seniors ». Le taux d'emploi de ceux-ci est deux fois plus faible que la moyenne de l'ensemble des pays de

l'OCDE. Sophie Binet prône une adaptation des conditions de travail, une prévention de la pénibilité et des départs anticipés à la retraite. « Créer un droit au temps partiel à 80%, payé et cotisé à 100% », instaurer la semaine de quatre jours, droit à la retraite progressif à partir de 60 ans, tout en ayant la possibilité « de toucher sa pension et de la cumuler avec du travail à temps partiel, cotisé à temps plein », augmenter la formation professionnelle pour que « les seniors puissent aussi être formés en seconde partie de carrière », créer « des dispositifs de solidarité entre les grandes entreprises et les petites ».

Médica Social 22 mars 2024 : La loi VALLETOUX autorise les médecins coordonnateurs en EHPAD, à réaliser des prescriptions. Xavier Gervais, vice-président de la FFAMCO (organisation des médecins coordonnateurs) : « on veut nous transformer en médecin traitant ». Catherine Bayle, vice-Présidente de la MCOOR : « quand les médecins Co deviennent des soignants, leur rôle de coordination s'efface ». Pascal Meyvaert, président du syndicat des médecins coordonnateurs en EHPAD : « c'est un coup de poignard dans le dos ».

Les Echos 25 mars 2024 : Une proposition de loi permet aux EHPAD de fixer des prix plus élevés pour les résidents qui ne bénéficient pas de l'aide sociale à l'hébergement.